

évidemment, embête beaucoup de monde. Cela comporte aussi des dangers qui pourraient, à long terme, risquer de faire augmenter encore plus les prix, étant donné que les commerçants pourraient rapidement, compte tenu de cette instabilité, établir leurs affaires ou leur commerce à l'extérieur du Canada.

Donc, cette réaction du public est parfaitement justifiée, car il se sent exploité jusqu'à un certain point par les commerçants ou par des méthodes qui peuvent faire augmenter les prix. Or, ce n'est pas nécessairement le détaillant qui réalise le plus gros bénéfice avec ces prix qui ont atteint un niveau déraisonnable.

Je compte beaucoup sur ce comité, de même que le consommateur.

Je reconnais que toutes les difficultés des dernières années, quoique prévues, n'ont pu être évitées. Au fait, je me demande si ce comité répondra à l'objectif visé, et j'espère qu'il se mettra aussitôt à l'œuvre et fera des recommandations, de façon que le ministre prenne des mesures efficaces en vue d'enrayer l'augmentation. Et je pense que la solution que nous recherchons et que personne n'a encore trouvée, c'est de ramener les prix à un niveau raisonnable, compte tenu des revenus des consommateurs.

Je pense que c'est l'objectif auquel nous tendons. Et, encore une fois, cela exigera bien sûr beaucoup de collaboration de la part de tous les députés, de même que de la compréhension entre les partis. Il faudra viser un objectif commun, pour le bien d'une société, plutôt que de se limiter à faire des critiques. Je reconnais tout de même que chaque député a tenté d'apporter sa contribution. Peut-être que certains députés se laissent aller à une «partisanerie» un peu déraisonnable, mais, dans l'ensemble, je pense qu'ils ont tenté, en exprimant leurs opinions, de trouver une solution susceptible de sauvegarder les intérêts des consommateurs.

Donc, j'espère que ce comité, étant donné les difficultés que nous connaissons, apportera quelque chose de positif aux consommateurs. Et la plus grande déception que pourraient avoir les consommateurs serait que ce comité dont, actuellement, on fait état dans tous les journaux et cette étude qui se fait au Parlement, n'ait pas de lendemain, car le consommateur a encore beaucoup d'espoir. C'est ce qui se produirait, pourtant, si ce comité se limitait à des recommandations sans que cela aboutisse à des mesures efficaces.

● (2140)

[Traduction]

**M. Bill Clarke (Vancouver Quadra):** Monsieur l'Orateur, même aux meilleures époques, lorsqu'il n'y a ni inflation, ni chômage, ni pauvreté, les prix sont toujours trop élevés selon les uns et trop bas selon les autres. L'agriculteur, par exemple, trouve toujours le prix de vente de ses produits trop bas et les gages qu'il doit payer à son valet de ferme trop élevés. Le valet de ferme trouve toujours ses gages trop bas et le prix de l'épicerie qu'il lui faut acheter trop élevé. Il semble que même quand les temps sont bons personne n'est satisfait, mais c'est cela la nature humaine. Comme nous ne vivons pas dans les meilleures conditions, mais à une époque et dans un pays où le gouvernement a créé dans une mesure considérable inflation, chômage et pauvreté, la population du Canada est extrêmement mécontente, et à juste titre.

Le mois dernier, au cours d'un débat à la Chambre, j'ai exposé certains moyens par lesquels un gouvernement

### Prix de l'alimentation

peut susciter le chômage et la pauvreté. Les Canadiens ont parfaitement raison de se plaindre de telles politiques et de réclamer l'éviction du gouvernement qui les préconise. Le peuple canadien s'inquiète beaucoup de ce que le gouvernement enfle la masse monétaire pour combler ses déficits budgétaires, causant ainsi une inflation délibérée qui affecte non seulement le prix des denrées alimentaires mais aussi le prix des terrains, du logement et, de fait, de tous les produits de consommation. Au cours du débat sur la hausse du prix du logement et des terrains, j'ai imputé le blâme de l'inflation monétaire à qui il revient, soit au gouvernement fédéral et à la Banque du Canada. Mais le gouvernement n'écoute pas et il continue à gonfler la masse monétaire: nous en avons la preuve dans les chiffres que nous donne la Banque du Canada elle-même dans ses statistiques financières hebdomadaires.

Les deux partis du gouvernement de coalition prétendent vouloir forcer les fabricants à donner plus de renseignements sur leurs produits. Peut-être le gouvernement devrait-il imprimer un avertissement sur ses propres billets et mettre en garde le détenteur contre la valeur éventuelle du dollar. Peut-être certains députés estiment-ils que le manque de sérieux en leur criant gare relativement à l'inflation monétaire du gouvernement. Mais que ces députés étudient l'histoire. Ils verront alors quels désastres l'inflation du papier-monnaie a entraînés. Entre autres, il y a eu l'écroulement de l'économie en France à la suite de l'inflation du papier-monnaie amorcée en 1789. L'effondrement dans le chaos a entraîné l'ascension de Napoléon qui, malgré ses vices, a appris de la situation même qui l'avait porté au pouvoir de ne jamais toucher à la solidité de la monnaie de son pays, fondée sur l'écu d'or. Plus près de nous, nous avons été témoins de la destruction de l'économie allemande après l'inflation du papier-monnaie en 1923, du règne de désordre et de l'ascension de Hitler qui, comme Napoléon, jouissait malheureusement de l'appui populaire, parce que le peuple préférait même ces dictateurs au chaos qui a suivi l'inflation du papier-monnaie et l'effondrement économique.

Les conservateurs à tous crins trouvent rarement des points de rencontre avec lord Keynes, mais j'en ai trouvé un. En 1919, il écrivait:

Il n'y a pas de moyen plus subtil, plus sûr de renverser les fondements existants d'une société que de corrompre la monnaie. Le processus fait appel à toutes les forces cachées du droit économique en faveur de la destruction, d'une façon que pas un seul homme sur un million ne peut le déceler.

On attribue une remarque semblable à Lénine qui aurait dit qu'il n'y a pas de meilleure manière de détruire le régime capitaliste que de corrompre la monnaie. Nous devons tirer les leçons de l'histoire. Nous devons bloquer cette inflation du papier-monnaie avant de revivre nous aussi les désastres d'autrefois.

Cela constitue une partie du problème que posent les prix élevés et croissants des denrées alimentaires. Le monopole constitue l'autre face du problème. Avant de m'étendre sur le sujet, je devrais peut-être définir le terme parce que bien des gens ne savent pas très bien ce dont il s'agit. La définition qu'en donne Lord Coke est très claire. La voici:

Le monopole est l'octroi d'un privilège spécial par l'État, par lequel un certain secteur de la production se trouve réservé à un individu ou à un groupe particulier.

Dans un article intitulé «1776 à 1984: Le déclin et la réapparition du monopole», M. Yale Brozen, professeur d'économie appliquée aux affaires à l'Université de Chicago, en parle en ces termes: